

consciemment par des hommes d'esprit même indépendant et ingénieux, lorsque, sur quelque point, leurs vues concordent avec celles de nos ennemis.

Le lecteur français du *Devoir* y retrouve avec plaisir de nombreux articles reproduits des journaux parisiens; mais il est souvent choqué par le leader-article. Trois collaborateurs du journal montréalais sont officiers dans les armées de l'Entente, ou plutôt étaient, car l'un d'eux, Paul Caron, engagé d'abord dans la légion étrangère, puis sous-lieutenant au 133e de ligne, et qui a été l'objet d'une belle citation a été tué le 16 avril 1917 et il est mort en disant : "Pour la France, c'est pour la France !". Un ancien collaborateur du *Devoir*, nationaliste marquant, journaliste incisif, M. Olivar Asselin est aujourd'hui le major Asselin : âgé de plus de quarante ans, père de famille, il a pris l'initiative de lever à Montréal un régiment canadien-français et il s'est vaillamment conduit à Vimy. Mais M. Bourassa, qui ménage d'ailleurs la France dans ses articles et dans ses conférences, souhaite aux Alliés, par crainte, dit-il de la domination russe et de l'orgueil anglo-saxon, "une victoire modérée". Et il manifeste que ce souhait est dominé de très haut par la crainte d'un triomphe complet. Observons donc les procédés qu'il emploie.

Les Allemands ont un remarquable talent pour obscurcir ce qui est clair ; ils n'ont pas manqué de l'utiliser pour jeter un voile sur les responsabilités morales de la guerre, point fondamental de toute polémique. Dans un événement quelconque il y a lieu de distinguer notamment les causes, les origines, les responsabilités intellectuelles ou morales; ce sont là des concepts absolument distincts, quoiqu'ils puissent parfois couvrir des faits communs. Ceci est capital, car, si l'événement est un malheur, une catastrophe, la responsabilité morale appelle seule l'expiation. Voici un exemple banal : un homme riche raconte en public qu'il va en voyage en laissant sa maison sans gardien. Un voleur l'entend, pénètre chez lui, et, pour ne pas laisser de traces de son passage, met le feu au logis en faisant flambler un rideau. Les causes de l'incendie, proches ou non, sont multiples et parmi elles figure la richesse du sinistré, l'origine est dans le rideau allumé, la responsabilité intellectuelle incombe bien à l'homme dont les propos ont été imprudents, mais nul ne doute que la responsabilité morale pèse sur le voleur ! Eh bien ! Les causes de la guerre sont complexes, et, quoique connues dans leur ensemble, elles mettront longtemps en œuvre la sagacité des historiens ; l'origine est dans l'attaque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie ; les responsabilités intellectuelles sont assez bien démêlées ; mais sont moralement responsables de la guerre ceux qui l'ont déclenchée, à moins qu'ils y aient été contraints par de très graves injustices de leurs adversaires. Or, qui donc, fin juillet 1914, lésait les Empires centraux ? Qui donc s'opposait, par des moyens iniques, à leur pacifique et légitime développement ? Bien plus, il est surabondamment prouvé

que leur brutale agression était depuis longtemps pré-méditée. Voilà les idées, voilà les faits qu'il ne faut pas se lasser d'exposer mais qu'il est bien superflu de détailler aux lecteurs de cette Revue.

Brouiller tout, mélanger toutes les notions, telle est la méthode allemande qu'adopte docilement M. Bourassa, non sans succès, puisque ses auditeurs ou ses lecteurs s'en vont répétant ; les responsabilités sont partagées. Les nations étaient en rivalité les unes avec les autres, l'Autriche et la Russie dans les Balkans, l'Angleterre et l'Allemagne sur les mers, etc...; dans leurs rivalités sont les causes profondes de la guerre, donc elles en partagent les responsabilités ; telle est, en résumé, toute l'argumentation de M. Bourassa... et de bien d'autres. Il l'appuie de l'autorité d'auteurs anglais (M. Brailsford, par exemple, *Contemporary Review*, septembre 1914) qui relient des faits avec des hypothèses, dues à leurs préjugés ou à leur imagination, mais présentées comme des vérités d'évidence, et s'imaginent ainsi avoir écrit un chapitre d'histoire tandis qu'ils n'ont composé qu'un roman.

Le système de mener la guerre en violant toutes les lois naturelles et les conventions internationales est une terrible aggravation du cas des Empires centraux. Nier la chose n'a pas été longtemps possible, du moins dans les pays de l'Entente; mais la réponse est tout indiquée: "et vous?" M. Bourassa n'a pas manqué de la donner et il a fait un tableau dramatique de l'invasion russe de l'automne 1914 en Galicie : Mgr Szeptycki, métropolite de l'Eglise unie grecque-ruthène à Lemberg, arrêté, déporté, interné dans un monastère orthodoxe, les églises ruthènes transformées en églises orthodoxes, etc. Ces faits ont été confirmés par des prêtres canadiens-français passés avec l'approbation de feu Mgr Langevin au rite ruthène pour desservir les nombreuses colonies ruthènes établies dans les provinces centrales du Canada. Mais le directeur du *Devoir* n'a pas eu l'idée de mettre en balance ces abus dus au fanatisme orthodoxe avec tous les crimes systématiquement voulus ordonnés par l'Austro-Allemagne et joyeusement exécutés par ses troupes. A la vérité il a comparé la destruction du *Lusitania* à l'ouverture par l'amirauté anglaise de colis postaux neutres soupçonnés de contenir de la contrebande de guerre, mais il n'a pas poussé plus loin le parallèle; son instinct de journaliste l'a averti qu'une affirmation souvent répétée engendre la conviction chez le lecteur pressé ou peu habitué à la critique, tandis qu'il est imprudent de développer à fond certains arguments.

Enfin, après avoir propagé ainsi le sophisme du partage des responsabilités tant pour l'ouverture des hostilités que pour leur conduite, on élargit, pour plus de sûreté, le débat actuel. Les gouvernements des nations qui se posent en victimes n'ont-ils pas commis autrefois telle ou telle injustice ? Bien mieux, on ricane à propos de tel ou tel crime reproché à nos ennemis: vous en auriez bien fait autant ! Et M. Bourassa